

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Quotidienne. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00 POUR L'ETRANGER.....\$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.30 Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Hebdomadaire. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$1.00 75 cts POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.35 \$1.05 Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.



# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

BUREAUX : rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLEANS. DIMANCHE MATIN, 20 FEVRIER 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO. LIMITED. BUREAU: 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ENVOYER LE MONDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

## SOMMAIRE.

- L'aria, suite, J. Gentil.
- Le rôle de l'armée de Metz en 1870.
- Mort de Charlemagne, 28 janvier 814.
- Le couronnement de Nicolas II à l'Exposition de 1900.
- Un malheur est vite arrivé.
- L'emploi du grec!
- Naissance de Napoléon.
- Treize à table.
- La Dame des Tourailles, vers à dire.
- Carnaval.
- Zola, Gloire et Choux, poésies.
- Mondanités, Chiffon.
- L'Actualité, etc., etc.

## DEPECHEES TELEGRAPHIQUES

TRANSMISES A L'ABEILLE

## NOUVELLES ETRANGERES

Sympathies universelles pour les Etats-Unis.

**France Associée.**  
Londres, 19 février.—Les articles de journaux et les lettres officielles ne peuvent donner qu'une faible idée des sympathies qu'a provoquées partout l'effroyable catastrophe de la Havane. Le monde officiel surtout porte un profond intérêt à la chose. C'est à qui ira exprimer le premier ses regrets à M. Henry White qui est chargé d'affaires à Londres, en l'absence de l'ambassadeur des Etats-Unis, le colonel J. Hay, qui voyage en ce moment, en Egypte.  
En outre, une foule d'Américains qui habitent Londres, reçoivent des lettres particulières qui expriment le même sentiment.  
Le jour des funérailles, le drapeau flottait à mi-mât à tous les consulats. Il en a été de même dans le port de Southampton. Les Américains avaient donné le signal; tous les navires en ont fait autant.

### L'imbroglia africain.

**France Associée.**  
Londres, 19 février.—La presse s'occupe toujours de la situation très tendue entre la France et l'Angleterre en Afrique. Si l'Angleterre, dit-on, cédait dans cette circonstance, elle se déshonorait. Si l'on en croit le Daily Chronicle, la France et l'Allemagne jettent des regards d'envie sur Libéria et voudraient se l'annexer. Il est bien constaté que Joseph Chamberlain, le secrétaire d'Etat des Colonies, n'a pas sur ce sujet les mêmes vues que le marquis de Salisbury. M. Chamberlain veut avant tout défendre les intérêts coloniaux de l'Angleterre et le maintien de sa puissance coloniale. A en croire Sir Thomas W. Reid, l'éditeur du journal M. Chamberlain voudrait aller d'avant sans se laisser arrêter par la crainte d'une guerre en Afrique, ce à quoi s'opposerait le marquis de Salisbury. C'est ce qui explique le bruit qui court, suivant lequel la Reine aurait dit nettement au marquis qu'elle était bien déterminée à ne jamais puis signer une déclaration de guerre.

### Retour de M. Gladstone.

**France Associée.**  
Londres, 19 février.—On annonce que M. Gladstone rentre aujourd'hui chez lui. La nouvelle est arrivée par un témoin qui a assisté à son départ de la Riviera et à son arrivée à Calais.  
On a remarqué un grand changement dans sa physionomie.

## LE PROCES ZOLA.

Nouvel interrogatoire du colonel Picquart et du général de Pellieux.

Les débats seront terminés mercredi.

**France Associée.**  
Paris, France, 19 février.—L'assistance était très nombreuse aujourd'hui à la cour d'assises de la Seine, mais l'ordre a été comparativement bien maintenu.  
Me Laborc, l'avocat de Zola, a demandé au colonel Picquart si le bordereau avait été écrit en mars ou en avril 1894.  
Le témoin a répondu qu'il ne se rappelait pas.  
Le général de Pellieux a refusé de répondre aux questions qui lui ont été posées relativement à sa déclaration d'hier, à savoir qu'il appartenait à l'avocat général de traiter les questions en dehors du cas de Zola.  
Il a ajouté: Je suis d'opinion que d'étranges choses se sont passées au cours de ce procès. Un homme se tournant vers le colonel Picquart, et je le dis à sa face, qui porte encore l'uniforme de l'armée française, est venu devant ce tribunal accuser des militaires d'avoir commis des faux.  
(Acclamations prolongées au fond de la salle.)  
Le colonel Picquart a répliqué: J'ai dit que j'avais trop de respect pour mes chefs et pour la justice pour cacher la vérité et je le récite en présence de mes chefs.  
J'ai dit aussi que les soldats étaient de bonne foi, a dit Me Laborc, mais...  
Vous faites un discours à remarquer le juge.  
—Non, a répondu Me Laborc, je désire établir un fait de la plus grande importance et ils essaient de m'intimider.  
—Vous faites un discours, a répété le juge-président; j'aurai à vous arrêter.  
—Je vous suis reconnaissant pour chaque fois que vous m'arrêtez, car vous me conférez ainsi de nouveaux honneurs. (Acclamations.)  
Ces paroles ont provoqué de la part du général de Pellieux la remarque suivante: Il vient de jouer avec l'affaire, et il l'a fait contre ma volonté.  
Me Laborc a commencé des commentaires sur ces déclarations, mais le juge-président l'a menacé de mesures disciplinaires s'il ne se taisait pas.  
Ces paroles du juge ont causé un tumulte au fond de la salle, et Me Laborc, s'adressant avec colère aux perturbateurs, s'est écrié: Ce qui vous réjouit est de voir le droit et la justice violés de plus en plus tous les jours.  
Et s'adressant à M. Zola il a dit: Je me demande s'il ne serait pas préférable de quitter le tribunal plutôt que de nous laisser traiter comme nous le sommes. (Tumulte dans la salle.)  
Le colonel Picquart a dit que le document auquel il est fait allusion dans le rapport du major Ravary paraissait émaner d'un officier de ligne plutôt que d'un officier d'état-major.  
Plusieurs témoins, y compris M. Anatole France, ont témoigné du courage et de la bonne foi de M. Zola.  
Le juge a annoncé que le cabinet avait refusé d'autoriser le général Billot, ministre de la guerre, à déposer dans l'affaire Zola.  
L'avocat de la défense a alors annoncé qu'il n'appellerait pas d'autres témoins.  
La cour s'est ensuite ajournée à lundi. Le procès sera terminé mercredi.

### Nouveaux projets de loi sur la Presse.

**France Associée.**  
Londres, 19 février.—Il vient d'être présenté à la Chambre des Lords deux bills qui ont vivement excité l'intérêt public. L'un de ces projets propose d'étendre aux sermons, etc., le droit de propriété littéraire et de transformer en délit toute traduction non autorisée. De plus, les auteurs de revues deviendraient après trois ans propriétaires de leur œuvre.  
L'autre bill propose de rendre les directeurs, les entrepreneurs et les vendeurs responsables des pertes qui proviennent d'annonces et de réclames fausses et punit les auteurs d'un emprisonnement n'excédant pas deux années.

## Récit du capitaine Sigbee.

**France Associée.**  
La Havane, île de Cuba, 19 février.—Le capitaine Sigbee, le commandant du «Maine», interviewé par un correspondant de la Presse Associée, a fait le récit suivant:  
Au moment de l'explosion je n'étais pas couché; j'écrivais des lettres. Il m'est impossible de décrire le bruit ou la secousse, mais il me reste l'impression de quelque chose inspirant la terreur, d'un bruit déchirant, saisissant. Il n'y a rien dans la carrière d'aucun de ceux qui se trouvaient à bord qui puisse y être comparé.  
Après la première grande secousse, j'ai entendu plusieurs détonations, pas plus de deux ou trois, cependant. Je savais que mon navire était perdu. Dans un bâtiment construit comme l'était le «Maine» les effets d'une explosion comme celle que j'avais entendue ne peuvent être mis en doute un seul moment. Je me suis dirigé dans l'obscurité par le long passage conduisant à l'écouille, puis vers la dunette. J'ai été l'un des premiers à y arriver.  
Dès que j'ai reconnu les officiers j'ai ordonné d'inonder les explosifs et de mettre à l'eau les bateaux de sauvetage pour recueillir les blessés et ceux qui étaient tombés à l'eau.  
La discipline a été parfaite; il n'y a pas eu plus de confusion que dans un appel de chacun à son poste, moins. J'ai vu immédiatement à la hauteur des flammes que tous mes officiers et mes hommes vivants étaient réunis autour de moi. Je ne peux pas me faire une idée du temps, mais il m'a semblé que cinq minutes ne s'étaient pas écoulées entre le moment où je suis arrivé sur la dunette et celui où le dernier homme a été sauvé. Et cependant il a dû s'écouler plus de trois quarts d'heure, d'après ce qui a été fait. Je me rappelle que les officiers et les hommes ont travaillé ensemble à mettre à l'eau les bateaux de sauvetage. Je n'ai pas remarqué la pluie de débris décrits par le lieutenant Blain et d'autres qui se trouvaient sur le pont au moment de la première explosion, mais j'ai entendu l'explosion des munitions et je suis étourdi qu'il n'y ait pas eu de blessés à ce moment.  
Sans aller au-delà des précautions convenables dans un port d'une nation amie j'ai toujours pris des précautions contre toute attaque, et l'équipe de quart avait l'ordre de tenir disponibles des munitions pour les petits canons, afin de tenir le navire prêt à repousser une attaque d'ailleurs improbable. Ce sont ces munitions qui ont fait explosion quand la chaloupe les a atteintes.  
Le capitaine Sigbee dit que tous les officiers américains restés à la Havane sont anxieux de connaître l'opinion aux Etats-Unis.  
Le capitaine a fait tout en son pouvoir pour calmer l'excitation aux Etats-Unis et engager le public à attendre le résultat de l'enquête officielle avant de porter un jugement sur la cause de l'explosion.  
Au moment où le vapeur Olive est entré dans le port, ce matin, les passagers se pressaient sur le pont supérieur, non pour contempler les forts jaunes et les longs murs garnis de soldats, les belles côtes garnies de palmiers ou les milliers de points de vue nouveaux. Tout l'intérêt était concentré sur l'épave de l'infortuné cuirassé, et le spectacle était assez navrant pour satisfaire le plus difficile de ceux qui aiment à contempler des horreurs.  
L'épave est le centre d'un autre spectacle, aussi triste que terrible. L'énorme masse de débris calcinés à l'avant semble avoir été projetée d'un magasin souterrain contenant du ciment, du fer, du bois, du fer et du bois. Plus loin, un mat militaire légèrement incliné dépasse la surface de l'eau, et la dunette, où se réunissent les musiciens du navire, sert de place de repos aux ouvriers et aux scaphandriers.  
On sait que le lieutenant Jenkins, qui a disparu, était vivant après l'explosion; un domestique de couleur actuellement à Key West l'a vu se précipiter à l'avant du navire. Il pensait évidemment, dans la confusion du moment, qu'on avait tiré sur le «Maine» et il se précipitait vers la tourelle d'avant où était installé le canon de six pouces dont il avait le commandement.

### L'emprunt chinois.

**France Associée.**  
Londres, 19 février.—Le «Saturday Review» confirme les rapports annonçant que l'emprunt chinois sera, après tout, souscrit par l'Angleterre.

### Le Foreign Office ne confirme pas la nouvelle de la «Revue de samedi».

**France Associée.**  
Londres, 19 février.—La situation à Cuba exerce une grande influence sur le marché. Personne n'ose se lancer dans aucune affaire. Tout est à la baisse.

### Le marché de New York.

**France Associée.**  
New York, 19 février.—La situation à Cuba exerce une grande influence sur le marché. Personne n'ose se lancer dans aucune affaire. Tout est à la baisse.

## NOUVELLES AMERICAINES

L'enquête sur le désastre du «Maine».

Les Etats-Unis refusent le concours de l'Espagne.

**France Associée.**  
Washington, 19 février.—Le secrétaire Long, du département de la marine, a eu ce matin, avec le Président, une entrevue qui a duré près d'une heure.  
M. Day, du département d'Etat, a lu une dépêche de M. Lee, de la Havane, dans laquelle ce dernier demandait qu'il soit permis aux autorités espagnoles, à Cuba, de prendre part à l'enquête sur le désastre du «Maine», conjointement avec les Etats-Unis.  
Cette affaire a été l'objet d'une longue discussion. On est arrivé à la conclusion suivante: tout en voulant accorder aux autorités espagnoles toutes les facilités possibles pour faire une enquête, l'administration préfère conduire cette première enquête par le moyen de ses propres commissaires. Le général Lee a dû, en conséquence, être requis de décliner respectueusement la requête.

### Réponse du Président McKinley.

**France Associée.**  
Washington, 19 février.—En réponse aux condoléances de la reine régente d'Espagne le président McKinley a envoyé cet après-midi la dépêche suivante:  
Palais de l'Exécutif, Washington, 19 février.  
Woodford, ministre, Madrid. Présentez à une façon convenable ma sincère appréciation du message de condoléances et de sympathie de Sa Majesté transmis par votre dépêche reçue à l'instant.  
Signé: WM. MCKINLEY.

### Les blessés du «Maine».

**France Associée.**  
Key West, 19 février.—Le steamer Mangrove est arrivé ce matin de la Havane, ayant à bord des blessés du «Maine»: Edw. Mattson, B. R. Wilber, J. S. White, Daniel Cronin, John Coffey, J. H. Bloomer, A. H. Hernes, J. A. Rowe, Ch. Pitcher et Wm. McGuire. Sur les vingt-six qui étaient à l'hôpital cinq sont morts. Il reste à la Havane onze blessés sérieusement. Le Mangrove a aussi apporté deux bateaux de sauvetage et autres effets provenant du naufrage du «Maine».

### L'enquête sur le «Maine».

**France Associée.**  
Washington, 19 février.—L'excitation des jours passés s'est apaisée, au département de la marine, ce matin, tout le monde étant fort occupé des enquêtes relatives aux victimes du désastre.  
Voici la dépêche reçue par le secrétaire de la marine, de l'amiral Sicard:  
«Bache» parti de Key West pour la Havane, avec divers approvisionnements. L'«Iowa» vient à Key West, le 19. La cour d'enquête Sampson sur l'affaire du «Maine», s'assemble à l'arrivée de Marx.  
Le «Massachusetts» et l'«Indiana» sont à Tortugas. Quinze officiers et quarante-sept hommes du «Maine» ont été recueillis à l'hôpital de la marine de Key West et dans les casernes de l'armée de terre. J'en attends d'autres. Aucun des vingt-et-un jeunes gens que le «Texas» avait pris à New York pour les transférer sur le «Maine», n'était à bord au moment de l'explosion. Ils vont rester sur le «Texas».  
Marx, dont parle dans cette dépêche l'amiral Sicard, est le lieutenant-commandant parti de Washington pour Key West et va, avec le capitaine Sampson, le capitaine Chadwick et le lieutenant-commandant Pelter, constituer une cour d'enquête.  
Le lieutenant Marx sera le juge-avocat de la cour et dirigera l'enquête. Il a quelque expérience dans ces sortes d'affaires. On ne croit pas qu'il puisse arriver, au jour d'hui, à Key West, de Tampa, attendu qu'il n'y a pas de service régulier de bateau. Mais il sera ici à temps pour diriger l'enquête, quand elle commencera, lundi. L'enquête préliminaire se fera sur les blessés qui sont maintenant à Key West. Puis le Bureau se rendra à la Havane.

### Augmentation de la marine des Etats-Unis.

**France Associée.**  
New York, 19 février.—On sait que M. Cummings, démocrate de l'Etat de New York, persiste à croire que l'explosion du «Maine» est le résultat d'une torpille qui a éclaté. Comme on lui demandait quelles seraient les conséquences de cette catastrophe, il a déclaré franchement qu'elle déterminerait une forte augmentation dans les dépenses de la marine.  
Les funérailles de l'enseigne Breckinridge.

### Au département de la marine.

**France Associée.**  
Washington, 19 février.—Les membres de la commission d'enquête se rendront à la Havane. Les travaux peuvent être accomplis rapidement à cet endroit avec les informations données par les scaphandriers. Au sujet de l'examen de la coque par des plongeurs les fonctionnaires du département de la marine estiment qu'il n'y a aucune cause d'appréhension relativement à l'équité et à la perfection de cet examen.  
Le capitaine Sigbee a télégraphié qu'il avait fait des arrangements pour l'enquête, et qu'il n'y avait eu aucun froissement, de sorte que les autorités estiment qu'il n'y a aucune raison d'intervenir dans les mesures prises par l'officier.  
Comme le département de la marine reçoit toujours de nombreuses demandes au sujet du retour des restes des victimes du «Maine» aux Etats-Unis, il est bon de rappeler que le capitaine Sigbee a pour la troisième fois au moins, en réponse à des questions, exprimé l'opinion que les corps ne pouvaient pas être envoyés de la Havane. Il a fait remarquer que leur état était tel que le transport devenait impossible, que l'embaumement était imparfait à la Havane et qu'il était impossible d'établir l'identité.  
Ce matin il a télégraphié que les corps des officiers Merritt et Jenkins n'avaient pas été retrouvés, et il a répété que les restes ne pouvaient pas être transportés.  
Quelques chirurgiens de Washington disent qu'ils savent par expérience que l'opinion du capitaine Sigbee est juste, et que l'embaumement est impossible quand le système de la circulation du sang a été détruit, comme c'est le cas pour les victimes mutilées du «Maine».

## Enquête congressionnelle sur les causes de la destruction du «Maine».

**France Associée.**  
Washington, 19 février.—Si le désastre du «Maine» a créé dans la Chambre un sentiment en faveur de l'allocation de crédits libéraux à la marine, et s'il est indubitablement vrai que la Chambre, en l'état actuel des esprits, n'hésiterait pas à voter les crédits nécessaires pour la construction de deux nouveaux cuirassés, l'un pour remplacer le «Maine», ce sentiment est basé sur la théorie de la destruction du navire par une cause extérieure.  
Si l'enquête officielle démontre le contraire, on croit qu'un sentiment contre la dépense de millions de dollars pour la construction de navires de guerre qui peuvent sauter d'un moment à l'autre se développera dans le Congrès.  
Il semble probable qu'une enquête congressionnelle suivra un rapport de la commission d'enquête établissant que la destruction du «Maine» est due à l'explosion de la soute aux poudres.  
Un membre prominent de la commission navale de la Chambre des représentants a dit aujourd'hui qu'il avait été absolument absurde d'apprendre que la soute à charbon du «Maine» n'était séparée de la soute aux poudres que par une mince cloison de fer, et que des caisses contenant des munitions avaient pris feu dans la soute aux poudres du «Cincinnati».  
Mais rien n'a été fait pour corriger ce défaut de construction sur le «Cincinnati» ou sur tout autre navire.

### La question de l'examen de la coque du «Maine».

**France Associée.**  
Washington, 19 février.—La requête du gouvernement espagnol pour la permission d'examiner l'épave du «Maine» est arrivée au département de la marine la nuit dernière par le message suivant du consul général Lee:  
La Havane, 18 février 1898.— Sous-secrétaire d'Etat Day, Washington.—Sigbee commence demain avec les scaphandriers envoyés des Etats-Unis la recherche des cadavres restant dans le navire, des effets personnels des officiers et des hommes et de tout ce qui pourra être recueilli.  
Ce travail terminé le gouvernement espagnol aimerait à se joindre à nous pour examiner la coque du navire et le port autour de l'épave.  
Signé: LEE.

### La réponse suivante a été envoyée.

**France Associée.**  
Washington, 19 février.—Lee, La Havane.—Le gouvernement des Etats-Unis a déjà commencé une enquête sur la cause de la destruction du «Maine» par des officiers du navire spécialement désignés à cet effet. Ce gouvernement accordera aux autorités espagnoles toutes les facilités possibles pour l'enquête qu'il désirera faire.  
Signé: DAY, Sous-secrétaire.

### La difficulté apparente de l'envoi de plongeurs dans le «Maine» a été diminuée.

**France Associée.**  
Washington, 19 février.—La difficulté apparente de l'envoi de plongeurs dans le «Maine» a été diminuée, sinon écartée entièrement, aujourd'hui, par une déclaration de sénateur du Bosc, chargé d'affaires d'Espagne, qui a dit que le capitaine Sigbee et les autorités de la Havane étaient arrivés à une entente sur la question des plongeurs, et que les autorités espagnoles considéraient le «Maine» comme territoire des Etats-Unis, au même titre qu'une légation des Etats-Unis en pays étrangers.  
Le fait que le «Maine» est considéré comme territoire lève tous les doutes au sujet des recherches dans l'épave.  
Bien entendu les eaux du port de la Havane sont territoire espagnol, et quelque confusion s'est produite à l'idée que la juridiction des autorités espagnoles s'étendait sur l'épave dans son état actuel au fond de l'eau.  
Il paraît, toutefois, qu'on n'a pas l'intention d'étendre cette juridiction au bâtiment, et que les autorités espagnoles ont franchement consenti à considérer l'épave comme territoire américain, sous le contrôle direct du capitaine Sigbee et du représentant des Etats-Unis.  
D'après l'attitude prise par les autorités espagnoles il ne peut y avoir aucune entrave aux travaux des scaphandriers. Le capitaine Sigbee sera reconnu comme celui qui doit diriger les travaux, et il enverra les plongeurs à son gré pour l'examen du navire.  
Sénateur Du Bose croit avec confiance que le capitaine Sigbee accordera les mêmes facilités aux scaphandriers espagnols, de façon à procéder à une inspection conjointe.  
Les fonctionnaires espagnols pensent que la question des hommes qui seront employés est laissée entièrement à la discrétion du capitaine Sigbee, comme à celui qui est chargé d'une propriété ayant les attributs de territoire américain. Mais en même temps on exprime l'opinion que cette discrétion conduira au choix des scaphandriers autorisés par le département de la marine, plutôt qu'au choix de ceux qui représentent des journaux.

### A Perpétuité.

**France Associée.**  
Chicago, Illinois, 19 février.—Une demande de nouvelle audition de cause dans le cas de Luetgert, le grand fabricant de saucisses condamné à la prison à perpétuité pour le meurtre de sa femme, a été présentée aujourd'hui.  
La salle du tribunal était foulée. Plusieurs jurés étaient présents pour se défendre au besoin.  
Luetgert semblait loin d'avoir de l'espoir.  
Ses avocats ont attaqué le jugement sous le prétexte que les jurés avaient eu des préventions contre l'accusé à la suite des remarques du juge Gary.  
Son conseil a donné vingt-trois autres raisons techniques à l'appui de la demande d'une nouvelle audition de cause.  
Les arguments des avocats ont duré plusieurs heures.  
Le juge Gary a finalement répondu la demande des avocats et a fermement prononcé la sentence envoyant Luetgert en prison à perpétuité.

## Le procès Carter.

**France Associée.**  
Savannah, Georgie, 19 février.— Les membres de la cour martiale devant laquelle est traduit le capitaine Carter partiront pour New York mercredi prochain.  
Après avoir reçu des dépositions durant deux jours dans cette ville ils reviendront à Savannah, où ils siégeront jusqu'à la fin du procès. On n'entendra que deux témoins aujourd'hui.  
A. S. Copper, un ancien témoin, a été rappelé, et J. L. Gallagher, ancien comptable de l'Atlantic Contracting Company, a déposé. Les dépositions de ces deux témoins ont été en faveur du gouvernement.  
Une ancienne accusation portée contre le capitaine Carter, alors qu'il n'était que lieutenant, a été rappelée aujourd'hui par un témoignage documentaire; il a été donné lecture d'une lettre du capitaine Carter au capitaine B. D. Green, alors à New York, lui demandant de faire un affidavit pour publier dans les journaux une note établissant que certaines déclarations accusatrices faites par W. R. Curtis contre Carter et Green étaient fausses.  
Le sens de l'affidavit désiré était donné dans la lettre qui a été lue au tribunal.  
En protestant contre la lecture d'une lettre personnelle, M. Blair, le défenseur du capitaine Carter, a donné quelques informations sur ce que la défense sera au sujet de nombreuses lettres relatives à des affaires personnelles et à des spéculations. Il a ajouté qu'à l'époque de la rédaction de ces lettres le capitaine Carter avait probablement l'intention de démissionner, comme l'avait fait le capitaine Green quelque temps auparavant.

### Précautions prises dans le port de San Francisco.

**France Associée.**  
San Francisco, 19 février.—Le «Call» dit: Il est certain que le département de la guerre à Washington a télégraphié au général Shaffer de garder avec la plus grande vigilance les canons du port. Le télégramme entre dans beaucoup de détails à ce sujet. En conséquence, les gardes à Port Point et aux batteries de dynamites ont été doublés, ainsi que ceux qui font la patrouille du port.

### A bord du croiseur «Vizcaya».

**France Associée.**  
New York, 19 février.—Un reporter de la Presse Associée s'est rendu à bord du croiseur espagnol «Vizcaya», ce matin à huit heures 45, en compagnie du commandant Sobral, attaché militaire de la légation d'Espagne à Washington, du vice-consul Mariano Fabregas Seteb, de Don Manuel S. de Suarez, secrétaire du consulat espagnol, et d'un détective envoyé par M. McCullagh, chef de la police.  
Comme le commandant Sobral n'était pas en uniforme les marins n'étaient pas en ligne pour recevoir les visiteurs; et la réception officielle a été remplacée par un échange de félicitations et une hospitalité d'un vrai caractère castillan. Le capitaine Eulate a cordialement échangé des poignées de mains avec les visiteurs. Chacun à bord avait appris le désastre du «Maine», et du plus jeune mousse au plus ancien officier il n'y avait que des marques de tristesse.  
Un officier servant depuis longtemps dans la marine espagnole s'est exprimé ainsi:  
La perte de tant de braves et d'un aussi beau navire est une catastrophe horrible. La marine américaine et le peuple peuvent être assurés de notre sincère sympathie.  
L'idée que le «Maine» ait pu être détruit par trahison a été tournée en dérision. Aucun officier du «Vizcaya» n'a voulu, même un seul instant, penser que la catastrophe n'était pas due à un accident. De tels malheurs sont arrivés, a dit un officier, c'est terrible, mais c'est une part du sort qui est réservé aux navires de guerre, en temps de paix le danger qu'ils courent est souvent aussi grand qu'en temps de guerre.  
On n'a pu trouver personne à bord qui montrât la moindre crainte au sujet de la sécurité du croiseur dans le port de New York. Chacun s'est tenu sur la réserve au sujet des mesures exceptionnelles prises par la police de New York pour assurer la sécurité du navire.  
La traversée de Las Palmas à New York a été accidentée. Entre les Bermudes et le cap Hatteras le «Vizcaya» a rencontré une série de petits cyclones qui se sont terminés par un ouragan.  
Parlant de son navire le capitaine Eulate s'est exprimé ainsi: C'est un bâtiment qui tient ad-

## Le procès Carter.

**France Associée.**  
Savannah, Georgie, 19 février.— Les membres de la cour martiale devant laquelle est traduit le capitaine Carter partiront pour New York mercredi prochain.  
Après avoir reçu des dépositions durant deux jours dans cette ville ils reviendront à Savannah, où ils siégeront jusqu'à la fin du procès. On n'entendra que deux témoins aujourd'hui.  
A. S. Copper, un ancien témoin, a été rappelé, et J. L. Gallagher, ancien comptable de l'Atlantic Contracting Company, a déposé. Les dépositions de ces deux témoins ont été en faveur du gouvernement.  
Une ancienne accusation portée contre le capitaine Carter, alors qu'il n'était que lieutenant, a été rappelée aujourd'hui par un témoignage documentaire; il a été donné lecture d'une lettre du capitaine Carter au capitaine B. D. Green, alors à New York, lui demandant de faire un affidavit pour publier dans les journaux une note établissant que certaines déclarations accusatrices faites par W. R. Curtis contre Carter et Green étaient fausses.  
Le sens de l'affidavit désiré était donné dans la lettre qui a été lue au tribunal.  
En protestant contre la lecture d'une lettre personnelle, M. Blair, le défenseur du capitaine Carter, a donné quelques informations sur ce que la défense sera au sujet de nombreuses lettres relatives à des affaires personnelles et à des spéculations. Il a ajouté qu'à l'époque de la rédaction de ces lettres le capitaine Carter avait probablement l'intention de démissionner, comme l'avait fait le capitaine Green quelque temps auparavant.

### Précautions prises dans le port de San Francisco.

**France Associée.**  
San Francisco, 19 février.—Le «Call» dit: Il est certain que le département de la guerre à Washington a télégraphié au général Shaffer de garder avec la plus grande vigilance les canons du port. Le télégramme entre dans beaucoup de détails à ce sujet. En conséquence, les gardes à Port Point et aux batteries de dynamites ont été doublés, ainsi que ceux qui font la patrouille du port.

### A bord du croiseur «Vizcaya».

**France Associée.**  
New York, 19 février.—Un reporter de la Presse Associée s'est rendu à bord du croiseur espagnol «Vizcaya», ce matin à huit heures 45, en compagnie du commandant Sobral, attaché militaire de la légation d'Espagne à Washington, du vice-consul Mariano Fabregas Seteb, de Don Manuel S. de Suarez, secrétaire du consulat espagnol, et d'un détective envoyé par M. McCullagh, chef de la police.  
Comme le commandant Sobral n'était pas en uniforme les marins n'étaient pas en ligne pour recevoir les visiteurs; et la réception officielle a été remplacée par un échange de félicitations et une hospitalité d'un vrai caractère castillan. Le capitaine Eulate a cordialement échangé des poignées de mains avec les visiteurs. Chacun à bord avait appris le désastre du «Maine», et du plus jeune mousse au plus ancien officier il n'y avait que des marques de tristesse.  
Un officier servant depuis longtemps dans la marine espagnole s'est exprimé ainsi:  
La perte de tant de braves et d'un aussi beau navire est une catastrophe horrible. La marine américaine et le peuple peuvent être assurés de notre sincère sympathie.  
L'idée que le «Maine» ait pu être détruit par trahison a été tournée en dérision. Aucun officier du «Vizcaya» n'a voulu, même un seul instant, penser que la catastrophe n'était pas due à un accident. De tels malheurs sont arrivés, a dit un officier, c'est terrible, mais c'est une part du sort qui est réservé aux navires de guerre, en temps de paix le danger qu'ils courent est souvent aussi grand qu'en temps de guerre.  
On n'a pu trouver personne à bord qui montrât la moindre crainte au sujet de la sécurité du croiseur dans le port de New York. Chacun s'est tenu sur la réserve au sujet des mesures exceptionnelles prises par la police de New York pour assurer la sécurité du navire.  
La traversée de Las Palmas à New York a été accidentée. Entre les Bermudes et le cap Hatteras le «Vizcaya» a rencontré une série de petits cyclones qui se sont terminés par un ouragan.  
Parlant de son navire le capitaine Eulate s'est exprimé ainsi: C'est un bâtiment qui tient ad-